

OBSERVATOIRE LOI SAPIN

IMPACTS DES PROCEDURES DE MISE EN CONCURRENCE DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC SUR LES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

EDITION DE JANVIER 2020

DONNEES DE 1998 A 2017

Une délégation de service public est un contrat de concession au sens de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, conclu par écrit, par lequel une autorité délégante confie la gestion d'un service public à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie, soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix. Cette définition codifiée en 2016 à l'article L 1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales fait suite à la parution de la directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur l'attribution de contrats de concession. Avant transposition de cette directive européenne, le régime des délégations de service publics françaises était encadré par la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, dite « loi Sapin ». Créé en 1999, l'observatoire « loi Sapin »¹ analyse les procédures de délégation concernant les services d'eau potable et d'assainissement collectif lancées à partir de 1998. Cette analyse se base sur le recensement exhaustif des publicités d'appels d'offres parues au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP), au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE), dans les magazines spécialisés et la presse locale. Une fois les publicités d'appel d'offres recensées, l'observatoire transmet un questionnaire aux collectivités, et éventuellement à leurs conseillers, afin de collecter les informations sur le contexte concurrentiel, le conseil apporté aux collectivités, la durée des contrats et l'évolution des prix. Ce document synthétise les principaux enseignements relatifs aux procédures lancées en 2017 et les compare aux tendances observées depuis 1998.

Remarque : pour la première fois, l'Observatoire a recueilli pour les procédures lancées en 2017 des données concernant le service de l'assainissement non collectif. Elles concernent 19 procédures pour lesquelles nous avons reçu 3 réponses (malheureusement non exploitables). Celles-ci n'apparaissent pas dans la présente synthèse du fait de l'absence de données antérieures.

1) NOMBRE DE PROCEDURES RECENSEES ET EXPLOITEES DANS LE CADRE DE L'OBSERVATOIRE

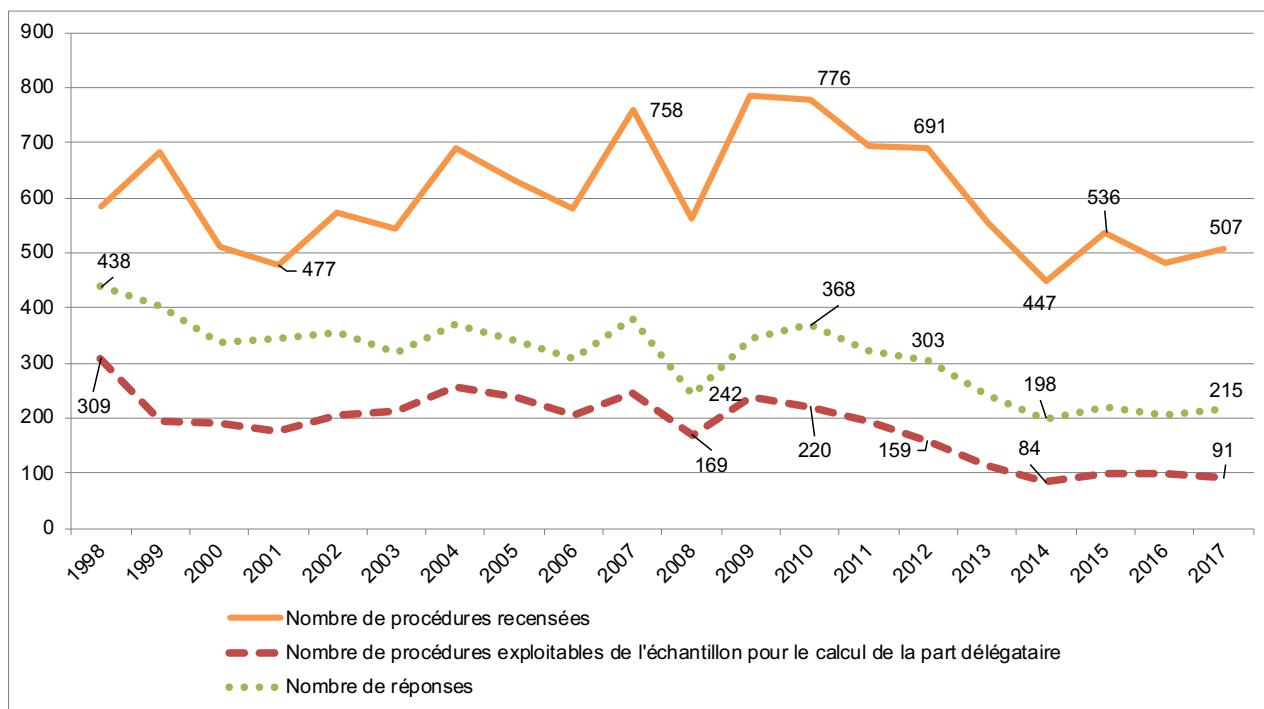
Le nombre de procédures recensées augmente tendanciellement de 1998 à 2010. En 2017, le nombre de procédures recensées (507) est sensiblement le même qu'en 2016 (480) mais reste en-dessous des chiffres de 2009 (783) (regroupement territorial = plusieurs contrats sortant pour un unique nouveau contrat, substitution par des contrats de prestations de service exclus par hypothèse du périmètre étudié). Le taux de retour du questionnaire envoyé aux collectivités ayant lancé une procédure « loi Sapin » est de l'ordre de 42% et, in fine, environ 18% des procédures recensées permettent de calculer l'évolution du prix avant et après procédure.

Evolution du nombre de procédures recensées et exploitées entre 1998 et 2017 (eau potable et assainissement collectif)

Année	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Recensées	582	684	509	477	573	544	690	632	580	758	563	783	776	693	691	554	447	536	480	507
Exploitées	310	195	190	177	204	214	256	239	206	245	169	238	220	196	159	114	84	98	101	91

¹ De 1999 à 2004, le laboratoire Gestion de l'eau et de l'assainissement (GEA) de l'Engref (aujourd'hui AgroParisTech) a mis en place cet observatoire sur la « loi Sapin », d'abord avec le soutien de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie puis avec celui du ministère chargé de l'environnement. Aujourd'hui ce travail est poursuivi par l'unité mixte de recherche « Gestion de l'Eau, Acteurs, Usages » (UMR G-EAU – AgroParisTech) avec le soutien de l'Office Français de la Biodiversité.

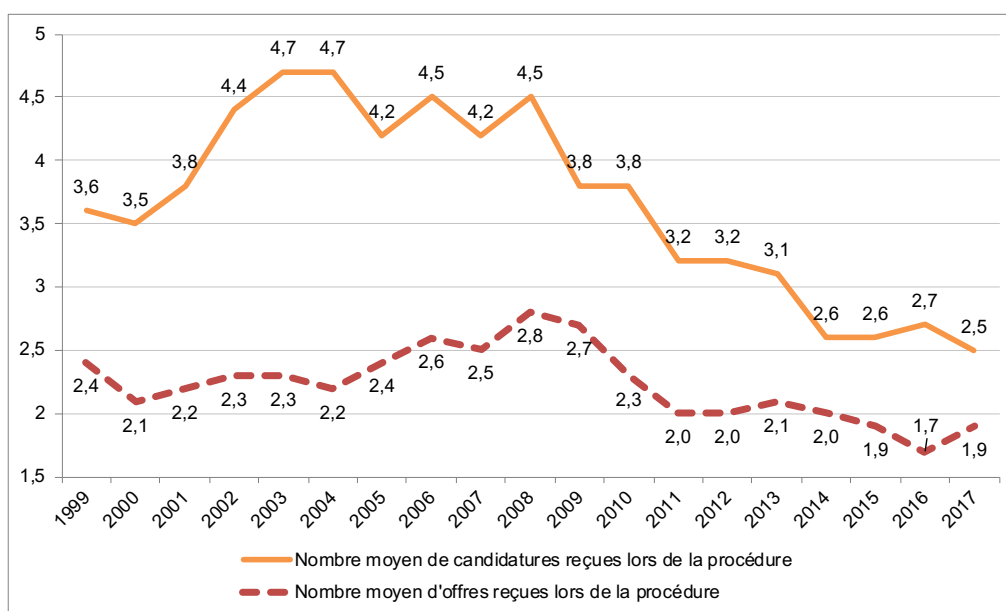
Evolution du nombre de procédures de mise en concurrence entre 1998 et 2017 (eau potable et assainissement)



2) NOMBRE MOYEN D'OFFRES ET DE CANDIDATURES REÇUES : BAISSÉ CONFIRMÉE EN 2017

Dans le cadre d'une procédure de délégation de service public, la collectivité dresse la liste des candidats admis à présenter une offre, après examen de leurs garanties professionnelles et financières et leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public. La collectivité adresse à chacun des candidats un document définissant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations, ainsi que les conditions de tarification du service rendu à l'utilisateur. Les candidats font alors une offre, librement négociée par la collectivité délégante qui, au terme de cette négociation, choisit le délégataire. Le nombre moyen de candidatures est en baisse depuis 2008. Le nombre d'offres par procédure est de 1,9 en 2017 et diminue légèrement depuis 2013.

Evolution du nombre moyen de candidatures et d'offres lors de la procédure entre 1999 et 2017 (eau potable et assainissement)



Chaque année, dans environ 9 cas sur 10, la collectivité signe un nouveau contrat avec le même délégataire. En 2017, le taux de reconduction des délégataires sortants est dans la moyenne des dernières années à 90%.

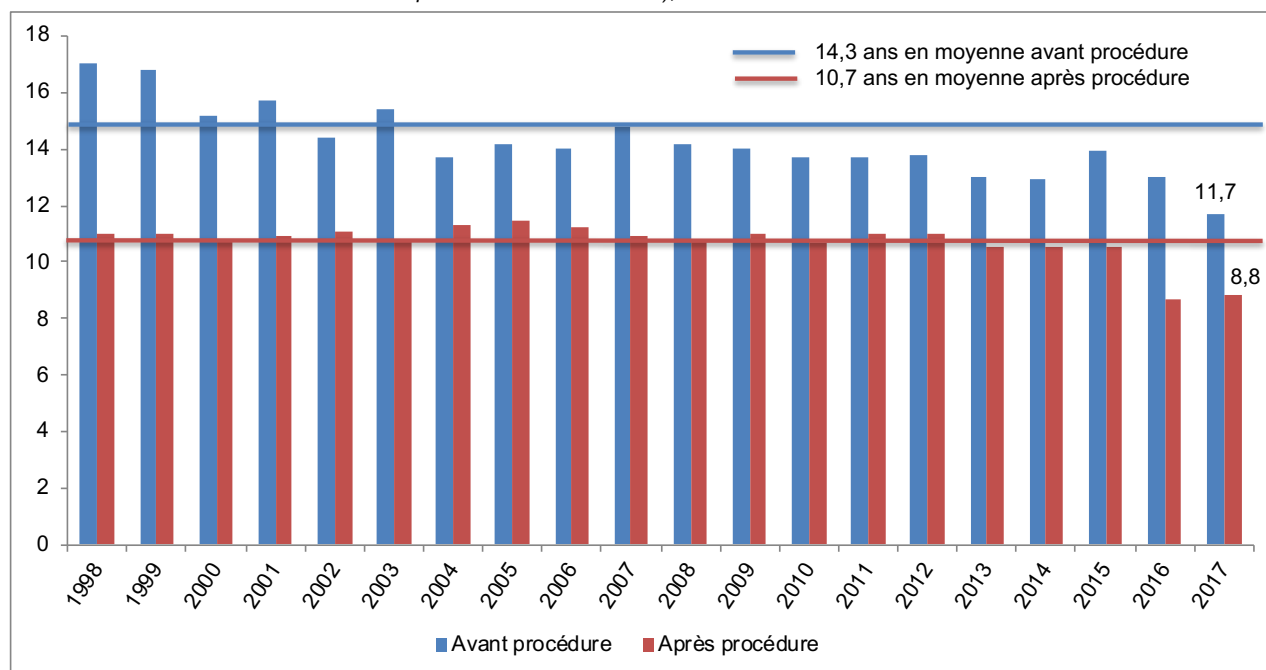
Evolution du taux moyen de reconduction du délégataire sortant après procédure entre 1998 et 2017 (eau potable et assainissement)

Année	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Reconduction	92%	82%	88%	89%	92%	87%	91%	85%	89%	86%	89%	79%	87%	86%	88%	88%	80%	86%	84%	90%
Offres reçues	nd	2,4	2,1	2,2	2,3	2,3	2,2	2,4	2,6	2,5	2,8	2,7	2,3	2,0	2,0	2,1	2,0	1,9	1,7	1,9

3) UNE DUREE DES CONTRATS QUI SE STABILISE AUTOUR DE 11 ANS

Entre 1998 et 2017, la durée des contrats, après procédure de mise en concurrence, est nettement réduite, conformément aux objectifs de la loi Sapin.

Evolution de la durée moyenne des contrats, avant et après mise en œuvre de la procédure de renouvellement d'une délégation (eau potable et assainissement), entre 1998 et 2017



La durée moyenne des contrats avant procédure passe de 17 ans en 1998 à 11,7 ans en 2017. Après procédure, la durée converge vers la valeur de 8,8 ans en 2017.

4) DIMINUTION DU PRIX MOYEN DELEGATAIRE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

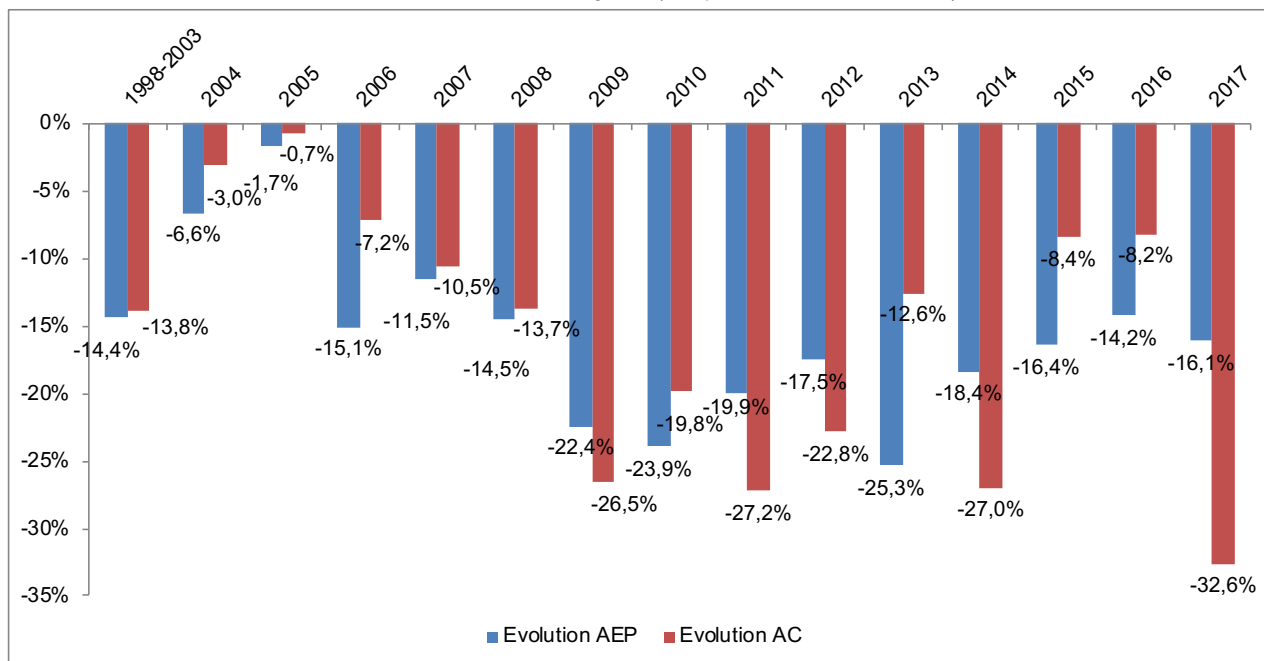
En moyenne², la part délégataire³ évolue régulièrement à la baisse, avec le nouveau contrat, tant pour l'eau potable que pour l'assainissement collectif. Ces résultats confirment le constat global observé les années précédentes. On note qu'après une période de diminutions moins marquées (2004 et 2005), les baisses des

² Il s'agit des moyennes pondérées par les volumes facturés.

³ Le prix moyen délégataire ne représente que la part qui revient au délégataire, une deuxième part revenant à la collectivité pour le financement des infrastructures et une troisième part représentant les taxes (TVA, redevances des Agences de l'eau et de Voies Navigables de France). Le prix moyen délégataire est obtenu en divisant les recettes du délégataire par les volumes facturés (à ne pas confondre avec le prix standard obtenu sur la base du tarif de la part délégataire pour une facture de 120m³).

années suivantes ont été importantes. Depuis 2009, elles sont souvent supérieures à 20%, un peu moins en 2015 et en 2016.

Evolution de la part délégataire du prix de l'eau potable (AEP) et de l'assainissement (AC) entre 1998 et 2017 après une procédure de renouvellement d'une délégation (eau potable et assainissement)



Directeur de publication : Pierre Dubreuil, directeur général de l'Office Français de la Biodiversité

Coordination : Eric Bréjoux (OFB), Sophie Portela

Rédaction : Marine Colon (AgroParisTech, UMR G-EAU), Eric Bréjoux (OFB), Francine Audouy (AgroParisTech, UMR G-EAU), Frédéric Bonnet (Synthéa Recherche), Cédric Duchesne (A Propos)

